

Note de présentation – Consultation technique mondiale sur la Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes (ICS-TIP), 2024

Raison d'être et contexte

L'importance de la lutte contre la traite des personnes est mise en avant dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, tout particulièrement dans les cibles des objectifs de développement durable (ODD) et les objectifs du Pacte mondial énumérés ci-après :

- Cible 5.2 des ODD : Éliminer la violence, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation ;
- Cible 8.7 des ODD : Supprimer le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite d'êtres humains, ainsi que les pires formes de travail des enfants ;
- Cible 16.2 des ODD : Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants ;
- Objectif 10 du Pacte mondial : Prévenir, combattre et éliminer la traite de personnes dans le cadre des migrations internationales.

En outre, il est souligné, dans le Pacte mondial (en son premier objectif) et dans la Déclaration de Kyoto, adoptée à l'issue du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qu'il convient de mettre au point des stratégies fondées sur des données factuelles pour prévenir et combattre la traite des personnes, notamment au moyen de données précises et désagrégées permettant d'éclairer les politiques et l'élaboration des programmes.

À l'heure où de nombreux pays se sont déjà dotés de la base juridique nécessaire pour réprimer ce type d'infractions, la lutte contre la traite des personnes est entrée dans une deuxième phase cruciale qui consiste à mettre l'accent sur l'amélioration et le ciblage des interventions afin de renforcer la protection des victimes, de poursuivre les auteurs et de prévenir la traite au moyen de mesures fondées sur des données factuelles. Or, à ces fins, il est capital de disposer de données normalisées de bonne qualité.

Malgré la ratification quasi universelle du Protocole relatif à la traite des personnes, les efforts visant à combattre la traite et à exploiter les données et les éléments factuels recueillis pour éclairer les politiques sont entravés par d'importantes difficultés. On citera notamment l'absence d'un système de collecte et de classification des données uniformisé, l'insuffisance des ressources, ainsi que des problèmes de coordination ou liés à la qualité des données. Les données administratives recueillies dans le cadre de l'exercice de la justice pénale et du fonctionnement des systèmes de protection, bien qu'essentiels à la répression de la traite et à la compréhension du phénomène, manquent souvent de cohérence et ne peuvent pas être utilisées à des fins de comparaison entre les pays.

Pour remédier à ces difficultés, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) se sont associés à des professionnels et experts techniques de la lutte contre la traite pour élaborer un projet de *norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes* (norme ICS-TIP). Ce texte contient des définitions normalisées des variables de classification applicables aux cas de traite des personnes, et il propose des variables de ventilation à l'échelle des victimes, des auteurs et des entités déclarantes. Un manuel a aussi été établi, sous le titre *Making Each Case Count: Leveraging Administrative Data on Trafficking in Persons* (Pour que chaque cas compte : tirer parti des données administratives relatives à la traite des personnes), dans l'optique de compléter la norme et d'orienter la collecte, la gestion pratique et l'exploitation des données administratives sur la traite des personnes. Ce manuel comprend notamment des recommandations relatives à l'échange et la communication de ces données, et il propose des pistes en vue de l'établissement de cadres interinstitutionnels de gouvernance des données.

Objectifs de la consultation mondiale sur un cadre statistique commun relatif à la traite des personnes

Le projet de norme ICS-TIP, qui fait suite à des consultations initiales approfondies, menées ces dernières années avec des experts techniques de la lutte contre la traite, est maintenant transmis aux parties prenantes à l'échelle nationale et internationale, dans le cadre d'une consultation mondiale, qui doit permettre de recueillir des observations techniques nombreuses et précises sur le texte proposé. Cet exercice permettra à l'OIM et à l'ONUDC de s'assurer de l'adéquation de la norme ICS-TIP, tout en faisant en sorte qu'elle contribue à la collecte de données cohérentes et de qualité sur la traite, ainsi qu'à une communication d'informations adéquate en la matière dans les États Membres. À un stade ultérieur, l'OIM et l'ONUDC présenteront la norme ICS-TIP à la Commission de statistique des Nations Unies pour approbation. Le but ultime du processus est de favoriser la production de statistiques nationales propres à étayer la base de données factuelles aux échelons national et international et d'éclairer la réponse programmatique en matière de politiques ainsi que la coordination régionale et internationale et la communication sur l'état de la réalisation des engagements internationaux, particulièrement au titre des ODD et du Pacte.

Des représentants des organismes nationaux de statistique et d'autres instances des États Membres de toutes les régions du monde seront invités à prendre part au processus de consultation et à contribuer à l'élaboration de la norme ICS-TIP.

À l'issue de la consultation, cette norme sera retravaillée sur la base des observations reçues. Pour pouvoir être présentée à la Commission de statistique des Nations Unies pour décision, elle devra faire l'objet d'une recommandation du Comité d'experts des Nations Unies en classifications statistiques internationales. Le texte, sous sa version définitive, sera ensuite présenté à la Commission de statistique des Nations Unies pour approbation. Une fois adopté, l'instrument constituera la norme statistique officielle des Nations Unies pour la collecte et le partage de données administratives sur la traite des personnes.

Pour de plus amples informations, veuillez-vous adresser à l'ONUDC (unodc-globaltipreport@un.org) ou à l'OIM (pxddataresearch@iom.int).